

Conseil National du PCF
13 septembre 2007

Isabelle Lorand

Une hypothèse de décryptage d'une offensive tous azimuts

Intervention I

Pour être efficace, la riposte doit affronter la cohérence de Sarkozy. L'offensive tous azimuts de Sarkozy est cohérente. Nous serions bien mal inspirés de réduire ce que nous appelons « Riposte » à la question sociale. Parce que le mouvement crée de l'énergie, la célérité est une dimension de la mise en œuvre de sa stratégie. Si nous cherchons à courir après tout, de surcroît seuls dans notre coin, nous allons à l'échec. J'avance ici une hypothèse de décryptage de sa politique.

Un système au service de la financiarisation généralisée.

Qualitativement. Tout doit être modelé pour répondre aux besoins fluctuants et immédiats de la financiarisation mondialisée. En premier lieu, le travail. La stabilité des lieux comme des modes de production est antinomique avec les variations du marché mondial. Aussi, la force de travail ne peut plus seulement être une marchandise, elle doit devenir une marchandise malléable, mobile, flexible, précaire. C'est tout l'enjeu de la remise en cause du droit du travail.

« Quantitativement ». Le champ du marché doit s'ouvrir aux biens essentiels de l'humanité que sont notamment la santé, l'école... L'AGCS estimait à 3500 milliards de dollars les bénéfices annuels de la marchandisation mondiale de la santé. Derrière les franchises, c'est le marché des assurances santé qui est en vue.

Une idéologie du « chacun pour soi » visant à détruire toute conscience d'appartenance à une classe.

« Quand on veut, on peut ». Emblématique de cette conception, la ministre de la Justice semble en faire la démonstration. L'échec n'est plus un échec social, c'est un échec personnel.

La peur de l'autre. Les maux collectifs ne sont plus le fait d'un système, mais d'individus. L'autre devient l'ennemi, le fraudeur, l'abuseur...

La mise en compétition généralisée. L'obligation de résultat devient le moteur de la dynamique sociale. En l'absence de résultat, la personne (qui cesse d'être reconnue au rang de personne) justifie le déclassement.

La loi du plus fort. Et par conséquent l'exclusion du plus faible. Si tu es malade, tu dois prendre en charge une partie de ta maladie. Et maintenant que l'on publie que le cancer est lié aux comportements individuels, alors là... Comme si la croissance très préoccupante de l'alcoolisme des jeunes - par exemple - n'était pas un phénomène social.

« Œil pour œil, dent pour dent ». Qui que tu sois, tu seras châtié. Même malade psychiatrique, tu recevras à la hauteur de ce que tu as commis.

La prise de pouvoir sur les médias dit combien N. Sarkozy a le souci de la bataille idéologique.

Une refonte institutionnelle.

D'une part un rôle renforcé, quasi managérial, du président de la république : l'Etat, c'est lui. De l'autre, une individualisation des rapports humains : le contrat plutôt que la loi. Chaque Français en lien direct avec le président (même pas le président face au peuple, mais le président et Madame Michu), avec l'employeur, avec les banques et les assurances... Les structures collectives étant réduites au

rôle de « faire-valoir » et de « porte-document », en particulier le gouvernement. Le parlement à une chambre d'enregistrement et à un pupitre présidentiel. Les contre-pouvoirs (organisations politiques, syndicales...) instrumentalisés, fragilisés ou disloqués. A cet égard, les institutions des nouvelles échelles territoriales que sont l'Europe et les métropoles deviennent une question urgente. A défaut de porter un point de vue sur une supra-territorialité qui ne soit ni confédérale, ni fédérale, qui ne se conjugue pas avec centralisation des pouvoirs et désappropriation des citoyens, N. Sarkozy a le champ libre. Ne réitérons pas à l'échelle métropolitaine, l'erreur que nous avons commise avec l'échelle européenne : le refus plutôt que la pensée alternative. C'est dire l'importance d'exiger un référendum sur le traité simplifié. C'est dire l'importance de prendre la main dans le débat sur Paris-Métropole.

La politique de Sarkozy est **une remise en cause systématique du socle social issu de la Libération et des « Trente glorieuses »**. Recul sur le droit du travail, recul sur la sécurité sociale (au sens strict du terme). Plus fondamentalement, il s'agit d'un recul de civilisation, moins de solidarité et plus de loi de la jungle. Ce qui n'est pas sans poser de problème. Le terrorisme en est une illustration au niveau mondial. La multiplication des actes terroristes, notamment de ceux des kamikazes, ne témoignent pas d'une épidémie de folie. Elle est le symptôme d'un monde profondément injuste, tant sur le plan des revenus que de celui des représentations. La désintégration sociale consubstantielle de l'ultralibéralisme génère du chaos. Le recul de civilisation génère de la barbarie dont les exemples se multiplient jour après jour. Le libéralisme apporte ses réponses au besoin de cohésion sociale : répression et l'adhésion « instinctif » au groupe... France, ou occident, ou States...

La répression et le contrôle social : pas de quartier pour les jeunes bien sûr, mais aussi contrôle à l'entreprise, contrôle des malades et des médecins... La criminalisation de la psychiatrie, les tests ADN sont des marqueurs plus que préoccupants du développement de « Big Brother » au service du « meilleur des mondes ».

L'adhésion « instinctive » au groupe

Les prises de position du président de la république qui tiennent de la passion plus que de la raison donnent le La. Alors que l'esprit des lois, l'exercice de la justice... doivent reposer sur la raison, le président réhabilite la pulsion. Ses mots et ses mimiques lors du drame qui a touché le petit Enis, son instrumentalisation de la douleur des familles des infirmières de Pau, chaque événement est l'occasion d'une mise en scène de la passion alors que son statut devrait lui imposer la raison. La pulsion aussi dans l'adhésion au groupe France, dont la manipulation de la coupe du monde de rugby est une caricature. La récupération de Guy Môquet, la lecture décontextualisée de sa lettre, l'appel aux larmes plutôt qu'à la lecture critique des faits historiques procèdent également de ce travail sur les esprits. La volonté d'agrèger autour de lui des personnalités issues de la gauche constitue non seulement un travail pour affaiblir le PS et crédibiliser son discours, il s'agit de la constitution d'une forme d'union sacrée autour d'un président protecteur.

La riposte, pour être efficace, doit contrer toutes les dimensions de la stratégie de N. Sarkozy. Choisissons sur chacune un enjeu emblématique, rassembleur. Ce pourrait-être le contrat unique, les franchises médicales, le traité européen et Paris-Métropole, les tests ADN, et la manipulation de Guy Môquet et de la résistance. Prenons-le vraiment avec constance et pour gagner.

Parce que le projet de N. Sarkozy est très grave, il faut tout faire pour le mettre en échec. Pour réussir, un rassemblement large est indispensable. Cela passe par tous les moyens qui permettent d'informer, de prendre la mesure de ce qui se joue. Cela passe aussi par l'unité de toutes les organisations, associations, syndicats... Ainsi la création d'un collectif national - constitué de plus de 40 organisations - qui organise le 29 septembre une journée contre les franchises est un atout pour gagner. Au contraire d'une fin, le 29 septembre est pensé comme un tremplin, vers une mobilisation majeure fin octobre, lors du passage de la loi devant les parlements. Je crains que la décision d'un rassemblement le 27 octobre, à l'initiative du seul parti, ne vienne parasiter la capacité d'engagement des militants communistes dans cette lutte.

*

Le parti pris de l'égalité dans le rapport à l'autre.

Intervention II, non prononcée, sur le congrès

Les communistes décideront — du processus de changement de société au devenir de leur organisation - lors du congrès de 2008. L'objet du congrès extraordinaire est à la fois une initiative politique « Face à l'avalanche Sarkozy : la gauche relève la tête ». Et dans le même temps, le lancement d'un vaste chantier pour repenser les processus et les leviers de l'émancipation humaine. Une telle ambition demande de mobiliser toutes les intelligences. C'est pourquoi nous nous sommes donné 18 mois. Pas 18 mois en conclave. Ni même, un « débat ouvert » comme nous l'avons fait mille fois avec l'inefficacité que l'on connaît. Mais 18 mois d'un débat public – avec tous - qui par nature est une initiative politique. La proposition avancée concernant le déroulement des journées de décembre permet ce débat public tout en garantissant la souveraineté des communistes. Laissons la peur de l'autre à Sarkozy. Le communisme c'est le parti pris de l'égalité dans le rapport à l'autre.